

**Union européenne - Sciences Po  
Paris - Leçon inaugurale - Discours  
de Mme Nathalie Loiseau, ministre  
chargée des affaires européennes  
(Paris, 05 septembre 2018)**

Cher Frédéric Mion,

Cher Enrico Letta,

Chères étudiantes et étudiants,

L'année dernière, Enrico Letta a publié un livre avec un titre merveilleux : "Faire l'Europe dans un monde de brutes". Je ne sais pas s'il imaginait à quel point le titre était prémonitoire. L'année dernière, c'était déjà sportif, mais cette année, ça l'est encore plus.

Jamais l'Europe n'a autant été mise au défi. Des défis extérieurs, d'abord. Un environnement géopolitique instable, inquiétant, menaçant. Quand je fais le tour de France, parce que cela m'arrive aussi en plus du tour de l'Europe, j'entends beaucoup de mes compatriotes me dire : nous avons besoin de sécurité en Europe. Ils regardent la carte du monde avec inquiétude. Ils voient la tragédie syrienne se poursuivre et ce qu'il se passe en ce moment à Idleb montre que l'on ne peut pas gagner la guerre et qu'il serait temps de préparer la paix.

Le chaos libyen n'est pas encore résolu, malgré nos efforts et ceux de Ghassan Salamé - qui a occupé les fonctions d'Enrico Letta précédemment et que nous soutenons infiniment. Et puis la Crimée, le Donbass, tous ces conflits plus ou moins chauds ou plus ou moins gelés, sont aux portes de l'Europe.

L'Europe mise au défi aussi parce que, aujourd'hui, le multilatéralisme a mauvaise presse alors que l'Europe croît, vit, s'est construite sur la conviction que le multilatéralisme était le meilleur moyen de défendre, de promouvoir nos valeurs.

C'est peu de dire que depuis l'élection de Donald Trump aux Etats-Unis, son envie d'affaiblir le multilatéralisme n'a jamais décliné. Elle s'est manifestée par sa sortie de l'accord de Paris sur le climat mais aussi par ses doutes sur l'organisation mondiale du commerce, par sa sortie de l'accord nucléaire iranien, accord qui vit toujours parce que, quoi qu'on en dise, c'est ce qui nous a permis de nous assurer, avec des contrôles réguliers de l'AIEA, que les activités nucléaires iraniennes étaient sous contrôle. Jusque-là, rien d'autre ne l'avait permis. Et puis récemment, par ses propos sur l'Alliance atlantique, qui ont inquiété beaucoup de nos partenaires européens car ils ont senti que l'équilibre sur lequel on vivait depuis 1949, cette

certitude tranquille, que quoi qu'il arrive, l'Europe était sous la protection américaine, méritait d'être revisitée et, en tout cas, complétée par une action européenne en propre.

Un multilatéralisme qui n'intéresse pas les Etats-Unis d'aujourd'hui et c'est sans doute plus profond que la personne seule du président Trump. Il y avait déjà une forme d'isolationnisme et de repli sur soi dans la présidence précédente, quelles que soient la grande admiration et la grande estime qu'on a pour Barack Obama. L'Amérique s'éloignait déjà un peu de l'Europe.

Du côté de la Russie, le multilatéralisme n'est sans doute pas la valeur préférée du président Poutine. Il n'est qu'à compter le nombre de veto russes mis à des résolutions du Conseil de sécurité pour s'en convaincre.

Aujourd'hui, la Chine dit défendre comme nous le multilatéralisme. Je ne pense pas que nous défendions exactement le même. Et le président Jinping Xi a parfois, de manière très ouverte et sans complexe particulier, des projets hégémoniques. Ce n'est pas nécessairement tout à fait semblable aux valeurs que nous mettons dans le multilatéralisme.

Sur le plan commercial aussi, des tensions existent. Celles entre les deux côtés de l'Atlantique ont été réduites au début de cet été puisque Jean-Claude Juncker est allé à Washington et a pu éviter une escalade supplémentaire. Mais, tout de même, ces tensions ne sont pas résolues, elles ne le seront pas d'aussitôt.

Les défis intérieurs à l'Union européenne ne sont pas les plus minces. Qui m'aurait dit, quand j'ai pris mes fonctions il y a 15 mois, que l'un des sujets dont nous parlerions le plus, entre ministres en charge des affaires européennes aux Conseils affaires générales à Bruxelles ou à Luxembourg, c'était l'Etat de droit dans l'Union européenne. Qui m'aurait dit, quand j'étais sur ces bancs, que la question du respect de l'Etat de droit par des Etats membres de l'Union européenne serait posée. C'est tout sauf une question anecdotique parce qu'avant d'être un marché, avant d'être un carnet de chèque, l'Union européenne est une union de valeurs. Et ceux qui l'ont fondée, comme ceux qui l'ont rejointe, ont d'abord voulu consolider la paix, la démocratie, la liberté, l'état de droit, l'indépendance de la justice, la protection des journalistes. C'est pour cela que l'Union européenne existe. Or, aujourd'hui, à l'intérieur même de l'Union, la question est posée. Des inquiétudes s'expriment de manière légitime et de manière régulière.

Nous constatons partout cette montée du populisme, de l'extrémisme, du nationalisme. Ce que nous avons vécu en 2017, avec un deuxième tour aux élections présidentielles en France qui voyait s'opposer un candidat exigeant vis-à-vis de l'Europe mais convaincu de la nécessité d'une Europe engagée, Emmanuel Macron, et une candidate hostile à la construction européenne et favorable au repli national, Marine Le Pen, se vit aujourd'hui partout dans l'Union européenne. Il y a dans quelques jours une élection en Suède qui verra cet affrontement. On l'a vu en Autriche. On l'a vu en Allemagne avec l'émergence, sans précédent, depuis la fin de la deuxième guerre mondiale, d'une extrême droite qui rassemble plus de 90 députés au Bundestag. Et, on le voit aujourd'hui dans l'Italie qui réunit, de manière complexe, un parti antisystème, le mouvement Cinq étoiles et un parti résolument d'extrême droite, la Ligue. Même si, aujourd'hui, la Ligue parle de renouveler le "centre droit", j'ai du mal avec cette sémantique quand je vois son programme et quand j'entends son discours, ou alors les mots n'ont plus de sens.

C'est facile de critiquer ceux qui ont des opinions différentes des nôtres. Il faut se demander pourquoi aujourd'hui ils ont le vent en poupe ou en tous cas, pourquoi ils parlent fort et ils sont écoutés. Il y a en Europe un sentiment de déclassement très largement répandu dans les classes moyennes. Les bienfaits de la mondialisation, on les considère comme lointains et l'on voit surtout la montée des inégalités, on voit surtout une compétition difficile avec d'autres parties du monde et l'on craint pour l'identité européenne. C'est peut-être facile, vu de Paris, vu de Sciences Po de trouver ces craintes excessives, mais les balayer d'un revers de main n'est pas le meilleur moyen d'y répondre et d'apporter une réponse satisfaisante.

Si ma conviction est que le projet européen est le meilleur moyen de maîtriser, d'humaniser la mondialisation, de décider de ce que l'on fait des transformations numériques ou de savoir comment on combat ensemble les grands enjeux comme le réchauffement climatique, beaucoup en Europe voient le projet de la construction européenne comme le cheval de Troie de toutes ces transformations subies plutôt que contrôlées. Il faut l'entendre pour y répondre, sans quoi chaque scrutin sera vécu avec angoisse, et puis parfois avec un lâche soulagement. Quand en France Emmanuel Macron a été élu, il a été accueilli comme le sauveur de l'Europe, mais certains avaient ce lâche soulagement que je dénonce régulièrement. Celui de ceux qui se disaient qu'après tout, le pire avait été évité. Surtout ne changeons rien, puisqu'un Emmanuel Macron peut gagner. Si un Emmanuel Macron a gagné, c'est parce qu'il avait une offre politique progressiste, nouvelle. Avec trois quarts de députés nouveaux à l'Assemblée nationale, il y avait cette envie de renouvellement des élites. Aujourd'hui, les électeurs partout en Europe, et pas seulement sur notre continent, font le pari que le renouvellement des élites passe par des partis extrémistes. Nous devons tous l'entendre, comprendre et voir que les Européens se vivent aujourd'hui comme des majorités menacées. C'est un politologue bulgare, Ivan Krastev, qui les a décrits ainsi, aussi irrationnel que cela puisse paraître.

Je dis irrationnel, et dans mon esprit, spontanément quand je prononce le mot irrationnel, le mot Brexit vient juste après. Je le prononce dès maintenant pour nous alerter sur le fait que le populisme, le nationalisme n'est pas l'apanage des extrêmes. Le Brexit a été décidé, a été mis en avant par des partis traditionnels modérés. On peut être populiste et émaner d'un parti traditionnel, c'est possible, c'est arrivé. Il faut le garder en mémoire. Ce choc du Brexit, c'est une décision que toute l'Union européenne, la France la première, regrette. C'est une décision que nous respectons puisqu'elle est démocratique et c'est donc une décision qu'il faut parvenir à mettre en oeuvre, c'est-à-dire utiliser notre temps, notre intelligence, nos compétences et nos expériences pour défaire quelque chose en quoi nous croyons. C'est un exercice qui pour un politique est un exercice désagréable. On préférerait faire ce que nous faisons d'habitude, c'est-à-dire bâtir des alliances, construire des accords pour se rapprocher, pour converger, pour construire. Tout ce temps passé à se séparer et à détricoter, c'est insatisfaisant et on n'a pas encore tout vu. Je ne sais pas jusqu'où on va aller.

Notre volonté, c'est d'avoir le Brexit le plus ordonné et le moins coûteux possible pour les deux côtés de la Manche. Mais à une décision irrationnelle peut succéder une mise en oeuvre encore plus irrationnelle. Aujourd'hui, je ne sais pas pour quel accord de retrait et pour quelle relation future le gouvernement britannique aurait une majorité aux Communes. Je ne dis pas cela avec plaisir, je dis cela plutôt avec inquiétude. Nous faisons tout pour un accord intelligent mais nous savons aussi qu'il peut y avoir un Brexit sans accord, par accident, comme le dit lui-même le gouvernement britannique, en voulant nous faire porter la responsabilité de l'accident. Mais l'accident est possible.

Ailleurs en Europe, certains mettent en avant le principe de démocratie illibérale. Je reviens sur les bancs de Sciences Po pour comprendre ce qu'une démocratie illibérale a de démocratique. Je pense qu'il y a aujourd'hui des gens qui attaquent l'Europe comme ils attaquaient la démocratie dans les années 1930 ou comme ils attaquaient la République dans notre pays. Parce que c'est probablement la cible la moins dangereuse. Mais il y a derrière beaucoup d'arrière-pensées, beaucoup d'idéologies et peu de sympathie pour la démocratie elle-même et ce qui se passe aujourd'hui. C'est le rêve des nationalistes d'agréger des mécontentements, d'agréger des révoltes, des colères et des déceptions. L'image qui est donnée d'une internationale du populisme repose sur des raccourcis saisissants. Vous, qui êtes ici, vous avez conscience que c'est un vocabulaire qu'il faut éviter d'employer à la légère. C'est plutôt une agrégation d'intérêts et d'égoïsmes nationaux qui ne font pas un projet. Je ne sais pas comment Viktor Orban et Matteo Salvini comptent gérer ensemble le défi migratoire puisque l'un veut partager la responsabilité de l'accueil des demandeurs d'asile avec les autres européens, l'autre, depuis 2015, a démontré qu'il ne voulait pas en accueillir un seul. Mais médiatiquement, il y a cette volonté de faire croire qu'il y a une internationale du populisme en Europe alors qu'il y a, si je peux me permettre, au moins 50 nuances de populisme.

Evitons la paresse de la pensée. Evitons de n'écouter que ceux qui parlent fort et qui pour moi ne sont pas forcément des hommes forts. Regardons aussi ce qu'est l'Europe d'aujourd'hui. En France, c'est la victoire d'un président et d'un gouvernement qui ont résolument choisi un destin européen, une exigence européenne, une ambition européenne. Cela ne veut pas dire être Eurobéat, être satisfait de la situation actuelle, mais cela veut dire croire que l'on peut avoir une meilleure Europe qui réponde davantage à nos besoins.

Et on le croit aussi ailleurs en Europe, comme l'ont confirmé mes voyages récents aux côtés du président de la République en Espagne, au Portugal, au Danemark, en Finlande. Le président finlandais nous disait la semaine dernière : "l'engagement européen que vous portez, je l'attends depuis plus d'une décennie."

Demain, nous serons avec Emmanuel Macron à Luxembourg et nous verrons les Premiers ministres du Luxembourg, de Belgique, des Pays-Bas. Partout, il y a cette envie d'Europe, partout il y a aussi cet axe progressiste qui aujourd'hui ose s'exprimer, qui n'a plus l'Europe honteuse que l'on a beaucoup eue. Que l'on a beaucoup ici aussi, en France, où nous avons toujours des victoires nationales et des ennuis européens, où nous n'assumons jamais que les décisions prises à Bruxelles avaient été prises alors que nous étions autour de la table et que nous les avons votées. Cela est fini depuis un an. Vous ne nous avez jamais entendus dire que l'on faisait la réforme de la SNCF parce que Bruxelles nous y forçait. Nous avons dit que l'ouverture à la concurrence était une décision que l'on avait prise collectivement et que nous l'assumions, parce qu'elle était bonne. C'est très différent. Ne pas avoir l'Europe honteuse, c'est simplement se dire qu'aujourd'hui nous sommes face à des défis économiques, écologiques, numériques... qui dépassent le cadre national, et si on peut faire semblant d'être capable de tout maîtriser en étant ministre d'un Etat membre de l'Union européenne, quand on est honnête, on sait que les réponses sont plus larges.

Et je reviens un instant à l'exemple italien, avec beaucoup d'humilité devant Enrico. Il me semble que ce qu'il s'est passé aux élections de mars en Italie est une déception par rapport à ce que l'Europe n'avait pas fait, plutôt qu'une envie de dire que l'on ne voulait plus de l'Europe.

On aurait voulu plus d'Europe à un certain moment, plus de solidarité européenne, et on ne l'a pas trouvée. Donc on a manifesté de la mauvaise humeur. Mais aujourd'hui, qu'il s'agisse d'immigration, qu'il s'agisse de la situation économique et financière, on sait, y compris en Italie, que c'est à l'Europe d'apporter une réponse.

Les craintes dont j'ai parlé, les mécontentements, parfois les colères, sont légitimes. Ce que nous portons, c'est l'envie de faire le pari de l'Europe, d'une Europe différente qui soit plus souveraine. Beaucoup discutent la notion de souveraineté européenne en l'opposant à la souveraineté nationale. Elle n'est pas là pour remplacer la souveraineté nationale, elle est là pour la compléter. Si nous devons avoir une défense européenne, ce sera en complément de nos efforts nationaux. Une Europe plus souveraine, plus unie, plus démocratique, cela veut dire une Europe refondée. Il ne faut pas se satisfaire de l'existant.

C'est cela que nous faisons depuis quinze mois. Le premier sujet sur lequel le président de la République m'a demandé de me pencher quand je suis devenue ministre en charge des affaires européennes était celui des travailleurs détachés. Ces travailleurs viennent d'un endroit de l'Europe pour travailler dans un autre de manière temporaire et ils ont donc un statut dérogatoire. Ce sujet avait beaucoup été abordé par les partis politiques comme une forme de concurrence déloyale sur le territoire même de la nation et il y avait une envie de réviser ce régime de travailleurs détachés. J'ai commencé par un tour d'Europe et par un tour des grands anciens des affaires européennes, dont je n'étais pas, et on m'a dit : "N'essayez même pas ! Cela n'existe pas, l'Europe sociale ! Quand l'Europe se penche sur les affaires sociales, c'est pour niveler par le bas, on se contente du plus petit commun dénominateur". Je me suis alors imaginée revenant dans le bureau d'Emmanuel Macron pour lui dire cela et je me suis dit que l'on allait faire autrement. Faire autrement, cela signifiait aller voir tous nos partenaires. Il n'y a pas de grands et de petits pays en Europe, il n'y a que des petits pays et d'autres qui ne savent pas qu'ils sont petits. Donc, quand on veut faire une vraie réforme, on parle à tout le monde et on ne parle pas qu'aux dirigeants, on parle aux syndicats, on parle au patronat, on parle aux opinions publiques pour comprendre d'abord, pour écouter, et ensuite pour convaincre. Et nous y sommes arrivés, c'est-à-dire que nous avons pu mettre en oeuvre un principe qui paraît simple mais qui n'existait pas : à travail égal, salaire égal sur le même lieu de travail. Et nous avons pu nous mettre d'accord, y compris avec les plus réticents, y compris avec ceux qui votaient contre, les Polonais, les Hongrois, pour lutter ensemble contre la fraude, contre les abus, contre le travail non déclaré. Parce que le vrai fléau était évidemment celui-là. Nous avons réussi à construire une Europe qui protège mieux tous les travailleurs, ceux des pays d'origine comme ceux des pays d'accueil.

J'ai déjà parlé de la défense européenne, de cette envie d'une autonomie stratégique. On en a parlé pendant soixante ans. Ayons l'humilité de nous souvenir que c'est la France qui avait empêché la communauté européenne de défense d'émerger. Aujourd'hui, en un an, nous avons plus progressé qu'en soixante. Peut-être devrais-je dire merci au président Trump, merci au président Poutine, de nous aider à faire la pédagogie de ce que veut dire l'autonomie stratégique de l'Europe. En tout état de cause, cela n'est pas contraire, bien évidemment, avec ce que le président américain a demandé en espérant que l'Europe se prenne davantage en main. Et bien prenons-le au mot, faisons-le, faisons en sorte d'avoir un fonds européen de défense. Faisons en sorte d'avoir une coopération en matière opérationnelle entre pays européens. Et mettons en place une initiative européenne d'intervention avec à la fois les plus capables et les plus volontaires pour évaluer la menace ensemble, planifier ensemble, programmer ensemble, s'entraîner ensemble. L'initiative européenne d'intervention, c'est dix Etats membres et c'est probablement quelques-uns en plus dans les jours et les mois qui

viennent. Cette initiative est possible, sans drame, sans tourner le dos à l'OTAN, simplement en se disant qu'on ne peut pas attendre d'être certain que le parapluie américain verra notre menace de la même manière que nous.

Il y a évidemment encore beaucoup à faire en matière de défense. Nous avons, nous Français, bénéficié d'une des avancées du traité de Lisbonne, que l'on appelle l'article 42-7, qui permet d'appeler les Etats membres à la solidarité lorsque l'on fait l'objet d'une menace particulière. Nous y avons fait appel après les attentats de Paris de 2015 pour une raison assez spécifique : nous avions besoin de déployer des militaires sur le territoire national pour protéger un certain nombre d'infrastructures. Ces militaires devaient être ramenés des opérations extérieures. Pour la première fois, ce mécanisme de solidarité a formidablement fonctionné. Je reviens de Finlande et il se trouve que les Finlandais ont été les premiers à envoyer un bataillon dans la FINUL pour nous permettre de ramener un bataillon en France et de le dédier à l'opération Sentinelle. C'est une forme de solidarité européenne qui n'avait pas existé jusqu'à présent. Maintenant, il s'agit de la développer encore davantage, de créer une forme de quasi-automatisme, de lui donner encore plus de fluidité. Mais l'évaluation de la menace entre Européens a radicalement changé.

J'ai passé une partie de ma carrière de diplomate à essayé d'expliquer à des européens du Nord que le Sahel, le Maghreb étaient des terres d'opportunités et de menaces en même temps et qu'il fallait y être plus présent y compris en matière de bonne gouvernance et en matière de sécurité. C'est peu dire que pendant des années, j'ai échoué. On nous disait, "vous connaissez, vous y avez été, nous, nous ne sommes pas concernés, occupez-vous en". Et puis, nos militaires, il faut le dire, ne trouvaient pas désagréable d'être les seuls en charge parce que c'est vrai que le multilatéralisme, c'est facile dans les discours mais c'est parfois un peu plus compliqué sur le terrain.

Aujourd'hui, au Mali, il y a des troupes allemandes et des troupes estoniennes qui considèrent que l'avenir du Sahel les concerne autant que nous. Cela veut dire que l'évaluation géopolitique a changé. Nous aussi, nous avons fait des progrès parce que, pendant ce temps en Estonie et en Lituanie, il y a des troupes françaises qui ont compris que le voisinage russe, ce n'est pas facile tous les jours quand on est un Etat balte et qu'avoir la réassurance d'un Etat crédible sur le plan militaire comme la France, cela n'a pas de prix. L'Europe est en train de changer de logiciel pour mieux protéger.

En matière commerciale aussi, que n'a-t-on pas dit sur la naïveté de l'Europe. Que n'a-t-on pas dit sur une Europe ouverte à tous les vents, qui serait toujours prompte au libre-échange et pas forcément intéressée par la réciprocité. Là encore, écoutez Donald Trump dire que l'excédent commercial européen, cela commence à bien faire, et qu'il aimerait une relation plus équilibrée. Si cela ne dit pas qu'on a su défendre nos intérêts, qu'on a su se placer sur des marchés extérieurs... Je dirais, quel plus beau compliment que celui-là !

Il faut continuer dans cette voie, sans naïveté : il faut continuer à n'octroyer des avantages que si nous avons les mêmes. Il faut développer une attention beaucoup plus forte qu'avant aux investissements dans des secteurs stratégiques parce qu'il faut se souvenir que quand un certain nombre de pays européens ont connu la crise, la Grèce, le Portugal, nous les avons poussés à privatiser et parfois, il n'y avait pas d'entreprises européennes pour se porter acquéreur des entreprises qui étaient privatisées. Et nous nous sommes réveillés avec de drôles de surprises

sur lesquelles il est temps de faire un arrêt sur image : est-ce tout à fait une bonne idée que des ports, des aéroports partent à des entreprises extra européennes, en particulier quand elles sont à capitaux publics et que leurs intérêts, leurs choix ne sont pas forcément toujours les nôtres ? Sur cette question aussi, nous progressons.

Face aux mesures américaines sur l'acier et l'aluminium, j'ai entendu les Européens dire : l'Europe va être immédiatement divisée. C'est toujours agréable d'être encouragée dans son travail... Mais l'Europe a tenu bon, l'Europe est unie face aux Etats-Unis. Nous ne sommes pas en train de nourrir une guerre commerciale mais nous avons pris des mesures de notre côté, des mesures proportionnées, pour dire aux Etats-Unis : "là, on s'arrête parce que ce que vous faites n'est dans l'intérêt de personne". On m'a dit aussi, puisque tous les jours je suis nourrie d'encouragements : "un budget pour la zone euro, vous n'y pensez pas, les Allemands ne voudront jamais ". Quand les Allemands ont dit oui, en juin, à Meseberg, lors d'un sommet franco-allemand, les mêmes qui nous avaient dit que c'était impossible, sont partis en vacances ou ne répondaient plus à leurs téléphones portables, puisque finalement nous avons réussi à convaincre - pas tout à fait aussi vite, pas tout à fait aussi loin que ce que nous pensions - de la nécessité de tirer les leçons de la crise, la nécessité de nous trouver mieux armer pour la prochaine crise qui viendra forcément. C'est maintenant, dans une période de croissance, qu'il faut que l'on s'arme, qu'on crée les bons outils de stabilisation pour le moment venu pouvoir aider un pays qui décroche et qui risque de ne plus être en capacité d'investir, alors que ces investissements sont indispensables. L'Allemagne a bougé, maintenant il nous reste à faire bouger quelques pays européens, mais de ce point de vue-là, l'Europe est en train de comprendre que ce qu'il s'est passé avec la Grèce ne doit pas se reproduire. La prochaine fois, nous devons travailler plus vite, mieux et de manière mieux calibrée, afin de ne pas faire autant souffrir les peuples, surtout au moment où nous avons la satisfaction de voir la Grèce sortir de son plan d'aide.

Un autre domaine sur lequel on peut légitimement se dire que l'Europe n'est pas en avance, quoique, est le domaine du numérique. Evidemment, il n'y a personne qui dans un garage européen a créé la nouvelle révolution numérique 4.0 ou 5.0 que nous attendons tous. En tout cas, pas encore, bien qu'aujourd'hui on se mette d'accord pour financer ensemble l'innovation disruptive au niveau européen, parce que c'est le seul niveau qui compte.

Mais là où nous avons eu un coup d'avance, c'est avec la notion d'intimité numérique et cela ne pouvait se faire qu'en Europe. Le règlement général sur la protection des données, cela ne pouvait venir que de ce lieu très particulier, unique au monde, où nous défendons en même temps la liberté individuelle, l'esprit d'entreprise et la justice sociale. Il n'y avait que là que l'on pouvait se dire : les géants de l'internet c'est formidable, les réseaux sociaux c'est extraordinaire, les plateformes c'est merveilleux, mais nos données sont nos richesses et le contrôle sur nos données et le consentement à l'utilisation de nos données et l'intimité numérique sont des valeurs que nous voulons porter.

Que n'ont pas entendu les promoteurs de ce règlement général sur la protection des données ? Les lobbies ont été là, très puissants, ils ont fait en sorte que l'adoption de ce règlement soit longue et difficile. Puis, au moment où il allait être mis en oeuvre, est arrivé le scandale : Facebook-Cambridge Analytica. D'un seul coup, on a entendu au Congrès américain : "si on avait fait comme les Européens, cela ne nous serait pas arrivé". Parce qu'ici, sur ce continent avec son histoire et ses préoccupations, il y avait une vision, qui n'est pas la vision ultra normative, hystérique que l'on décrit parfois - elle l'a été et cela, il faut l'abandonner -, mais

une vision selon laquelle on doit maîtriser les grandes transformations plutôt que de les subir. C'est cela la régulation intelligente du numérique. Aujourd'hui, nous sommes en pleine bagarre sur l'évolution des droits d'auteur avec les mêmes acteurs de part et d'autre. Les géants de l'internet nous disent : "comment cela, un droit voisin pour les éditeurs de presse ? Comment cela, un juste partage de la valeur créée avec les créateurs ? Vous êtes contre la liberté d'expression ! Vous voulez censurer le net et vous êtes contre la liberté du numérique !" Non, nous ne voulons simplement pas être les idiots utiles du numérique. Pour pouvoir continuer à échanger sur le net, il faut encore des créateurs, il faut encore des éditeurs et il faut que leurs modèles économiques puissent s'adapter à la révolution numérique, plutôt que de disparaître à cause du numérique. C'est la bataille du moment, elle n'est pas gagnée. Les lobbies sont là mais l'intérêt général aussi, et j'espère qu'on entendra raison.

Un mot sur le Brexit, puisqu'il est là au milieu de la pièce comme l'éléphant selon l'expression consacrée : que se passera-t-il, pourquoi est-ce si difficile de divorcer ? Certes, on sait qu'un divorce, ce n'est jamais facile, mais il y a quelques éléments clefs qui font qu'organiser notre futur avec le Royaume-Uni n'est pas encore tout à fait possible. D'abord, la question de la frontière irlandaise ; vous le savez, la paix en Irlande a été portée par l'appartenance du Royaume-Uni et de la République d'Irlande à l'Union européenne. Quand vous retirez cet élément-là, vous fragilisez la paix. Et c'est tout sauf anecdotique, c'est tout sauf lointain, et nous savons, pour ceux d'entre vous qui êtes allés en Irlande, à quel point les blessures sont encore ouvertes et à quel point cette paix n'est pas encore tout à fait acquise.

Il faut donc réussir le Brexit en ne fragilisant pas la paix en Irlande du Nord. Cela implique du surréalisme, une frontière qui n'est pas une frontière comme une pipe qui n'était pas une pipe pour Magritte, une frontière qui permette la fluidité du passage des citoyens et des biens entre le nord et le sud de l'Irlande, sachant que la République d'Irlande devient le point de contact avec l'Union européenne pour le Royaume-Uni.

Evidemment c'est très compliqué. Cela se heurte à une situation politique intérieure au Royaume-Uni très instable et très fragile. Nous avons fait une proposition, elle a été acceptée en décembre par Mme May. Depuis, Mme May revient sur son acceptation. C'est difficile de négocier avec des partenaires qui disent oui et qui disent non quelques mois plus tard. J'espère vraiment que l'on va pouvoir trouver cette solution, non seulement rassurer les Irlandais - c'est notre devoir de solidarité à 27 - mais aussi faire en sorte que la position de frontière avec l'Union européenne et de frontière avec le marché unique qu'est la frontière nord-irlandaise soit traitée d'une manière qui ne porte pas atteinte à nos intérêts.

Aujourd'hui, de manière un peu inhabituelle, on a des Britanniques idéologues et des Européens pragmatiques. Nous, tous les jours, quand nous négocions le Brexit, nous pensons aux intérêts de nos citoyens et de nos entreprises. Nous voulons bien d'une relation future profitable aux deux parties, mais nous n'arrivons pas à trouver une meilleure relation que celle entre Etats membres de l'Union. Nous devons donc la vérité à nos partenaires britanniques et à nos concitoyens : après, ce sera moins bien, le tout étant de savoir jusqu'où et à quel point on peut limiter les impacts qu'aura le Brexit sur la qualité de notre relation.

C'est un choix qui a été fait par le peuple britannique. Il faut en tirer les conséquences et il n'est évidemment pas question de porter atteinte aux intérêts des Européens, de laisser s'installer une concurrence déloyale, par exemple, sur le marché unique. Cela, évidemment,



n'est pas possible.

Un autre défi dans les semaines et les mois qui viennent, c'est le futur budget européen. Evidemment, cela ne fait pas rêver, ce n'est pas glamour, sauf que lorsque l'on parle budget en Europe, on parle de centaines de milliards d'euros et surtout, on décide sur sept ans. Les sept prochaines années qui sont concernées vont de 2021 à 2027.

Une première réflexion tout d'abord : certains, notamment la Commission sortante, voudraient tout boucler avant les élections européennes, un peu en forme de testament. Nous devons leur dire, poliment mais fermement, qu'ils sont sortants, et que ce sont les prochains, ceux qui vont émaner des prochaines élections européennes, qui doivent avoir leur mot à dire. Je trouverais curieux de convoquer les Européens aux urnes au mois de mai l'an prochain, en leur disant qu'ils peuvent voter pour qui ils veulent, mais que les grandes décisions, les grandes priorités et les moyens qui vont avec sont déjà décidés pour les sept années à venir. Si on voulait un divorce entre les opinions et le projet européen, c'est exactement ce qu'il faudrait faire !

Nous avons exprimé ce que nous attendons de ce budget : être capable de traiter des priorités qui n'étaient pas forcément aussi fortes avant, comme la défense, le défi migratoire, l'innovation, et être capable de traiter des priorités qui existent dans l'Union européenne depuis le début et qui sont plus modernes que jamais. L'agriculture, par exemple, ce n'est pas quelque chose de ringard. L'agriculture c'est notre sécurité, c'est notre autosuffisance alimentaire, c'est la qualité de ce que nous mangeons et c'est notre capacité à porter une transformation agricole respectueuse de l'environnement. C'est l'un des enjeux les plus forts du XXI<sup>e</sup> siècle. Il serait quand même étrange que l'Europe, qui a pris de l'avance sur ce sujet, décide d'arrêter d'être en avance au moment précis où c'est l'un des plus grands enjeux de tous nos partenaires à travers le monde. Ce n'est pas du conservatisme que de vouloir transformer et défendre la politique agricole commune, au contraire c'est comprendre des enjeux essentiels.

Sur chacun de ces enjeux, il faut que règne la cohésion. La cohésion, cela veut dire qu'il faut faire en sorte que l'on converge au sein de l'Union européenne, que l'on cesse de se faire concurrence sur le plan fiscal, sur le plan social. Au moment où la concurrence est mondiale, on ne peut pas se fragiliser les uns les autres à l'intérieur de l'Union. Lorsque vous dites cela, vous avez bien sûr conscience que ce sont des enjeux sur lesquels un accord n'est pas facile, que les négociations vont donc durer et qu'elles seront âpres. Mais l'Europe a toujours su trouver des compromis, et compromettre, ce n'est pas se compromettre, c'est trouver un intérêt commun aux uns et aux autres. Cela prendra du temps mais je suis confiante que nous y arriverons.

Il y a le défi migratoire sur lequel on entend tout et le contraire de tout. On nous dit que l'Europe est une passoire, alors qu'en Méditerranée centrale, le nombre d'arrivées a diminué en 2017 et 2018 de 80%. Cet été, des chefs d'Etat et de gouvernement ont négocié entre eux la répartition de quelques centaines de migrants et de demandeurs d'asile. Il a fallu qu'Emmanuel Macron prenne à chaque fois l'initiative - et son téléphone - pour essayer de convaincre nos partenaires de prendre 20, 50, 60 demandeurs d'asile. Ce dont nous parlons, ce n'est donc pas la submersion migratoire, cela n'a rien à voir avec 2015. Pour autant, le défi est devant nous : le défi démographique, démocratique aussi parfois, le défi climatique. Pour répondre à ces défis, travailler directement avec l'Afrique sub-saharienne est beaucoup plus efficace et c'est ce que nous faisons, notamment grâce à l'aide au développement. C'est une nécessité. Tout ce qui

peut se passer de bien en Afrique aura des répercussions positives en Europe, l'inverse est vrai aussi. Là-dessus, il y a des clivages, mais il y aussi la ferme volonté, exprimée au mois de juin dernier au Conseil européen, de ceux qui veulent construire des solutions européennes coopératives. Il faut maintenant que les mots aient un sens, il faut les traduire en actes et il faut que nous soyons beaucoup plus présents sur tous les enjeux migratoires.

Nous sommes donc à ce moment historique très particulier de la construction européenne. C'est un peu curieux puisque nous avons en même temps une Commission sortante.

La semaine prochaine, je serai à Strasbourg pour écouter Jean-Claude Juncker prononcer son dernier discours sur l'état de l'Union européenne, alors qu'un élan européen est plus nécessaire que jamais. Nous avons proposé depuis un an un agenda de réformes, nous avons mis quelque peu sous tension nos partenaires européens. Il y a au moins un sommet des chefs d'Etat et de gouvernement par mois depuis l'an dernier. On se dit tout, donc parfois, c'est assez animé, voire très animé, mais c'est indispensable pour connaître à la fois les sujets qui fâchent et trouver les voies de sortie. Nous ne nous faisons pas d'illusions en pensant que certains voudraient trouver des solutions, quand les problèmes sont leur fonds de commerce. Les populistes ont cela en commun qu'ils doivent pouvoir sortir d'une réunion européenne en disant que décidément, l'Europe n'y arrive pas. Parce que, le jour où l'Europe y arriverait, eux n'auraient plus rien à dire.

C'est délicat de travailler avec des gens qui se mettent d'accord avec vous dans une salle et qui partent ensuite devant leurs journalistes pour dire que cela n'a pas fonctionné. Ce n'est pas grave, c'est le défi du temps, cela ne nous fera pas changer, cela ne nous fera pas céder aux petites phrases, cela ne nous fera pas céder au chantage de ceux qui disent que "si c'est ainsi, je ne paie pas ma quote-part au budget européen". En France, il y a La France Insoumise qui indique qu'elle ne veut pas payer plus que ce que l'on reçoit du budget européen. C'est le contraire de l'esprit de solidarité européenne et la dernière personne qui avait dit cela jusqu'à maintenant, c'était Margaret Thatcher. Il y a des positions qui se retrouvent et qui pourtant ne devraient pas se ressembler. Il faut donc un grand sens des responsabilités et beaucoup de lucidité pour traiter, dans un paysage compliqué, des enjeux européens aujourd'hui. Mais il s'agit de décider ensemble de l'avenir que nous avons en commun au sein de l'Union européenne. Si nous ne décidons pas, entre Européens, de notre destin, vous l'avez compris, d'autres ont une petite idée de la manière dont ils s'y prendraient pour déconstruire le formidable projet de l'Union européenne.

Nous avons une histoire commune, nous avons une culture commune, unie dans sa diversité, nous avons une géographie qui ne changera pas. Le projet européen, ce n'est pas Bruxelles versus nous, c'est nous comme copropriétaires de ce qui se décide à Bruxelles. Il n'est donc pas écrit d'avance, il n'est ni ultralibéral comme certains le disent, ni ultra normatif comme d'autres le critiquent, il est ce que nous en faisons ou ce que nous n'en faisons pas.

Quand les jeunes Européens ne vont pas voter aux élections européennes, ils considèrent qu'ils sont prêts à accepter ce qui sortira des urnes. En France en 2014, le premier parti sorti des urnes aux élections européennes, c'était le Front national. L'abstention, c'est, quelque part, être d'accord avec ce résultat-là.

Je le dis à ceux d'entre vous qui êtes Européens : c'est un de ces moments graves de l'histoire de la construction européenne. Cela peut s'effondrer. Le projet européen, c'est le projet politique le plus ambitieux de l'Histoire récente. Il n'y a que les Européens pour ne pas voir son attractivité. Pendant qu'il y a une dizaine de pays qui voudraient rejoindre l'Union européenne, pendant qu'il y a des centaines de milliers de gens qui risquent leur vie pour venir en Europe, nous, Européens, sommes taraudés par le doute. Quand le doute est constructif et qu'il nous conduit à toujours faire mieux, c'est formidable, mais il ne doit pas nous paralyser. Ce projet ambitieux, c'est une construction qui n'est pas finie, c'est une construction qu'il vous revient de poursuivre, de réorienter. Ce projet, c'est le cadeau de ma génération à la vôtre, mais ce n'est pas une partition écrite d'avance. Ce que je peux vous demander, c'est d'en faire votre musique pour que l'Europe de demain vous ressemble.

Merci./.